Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France au Maroc
Service de Presse et de communication

Dossier de presse

Visite au Maroc de M. Jean-Paul Delevoye,
Président du Conseil économique, social et environnemental

I. Dépêches
II. Presse marocaine
III. Transcripts d'interviews

I. Dépêches

Dépêches MAP
(Agence de presse marocaine)

06/10/2012 **21:13**
Maroc-France-parlement
Biadillah s'entretient avec le président du Conseil économique, social et environnemental français

Rabat, 06 oct. 2012 (MAP) - Le président de la Chambre des Conseillers, Mohamed Cheikh Biadillah, a eu jeudi à Rabat des entretiens avec le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) français, Jean Paul Delevoye, axés sur "les moyens de promouvoir les relations maroco-françaises, particulièrement dans le domaine législatif".

Au cours de cette entrevue, M. Biadillah a souligné "l'importance des relations distinguées de partenariat stratégique qu'entretient le Royaume du Maroc avec la République française ainsi qu'avec l'Union européenne auprès de laquelle le Royaume jouit du statut avancé", indique la deuxième chambre dans un communiqué.

Il a également mis l'accent sur "le rôle stratégique que joue le Conseil économique, social et environnemental au Maroc dans la consolidation des institutions constitutionnelles, le raffermissement des principes et fondements de la démocratie participative tel que prévu dans la nouvelle Constitution", insistant au passage sur l'importance de l'échange des expertises et des bonnes pratiques entre les deux conseils au service des relations maroco-françaises.

Le président de la Chambre des conseillers a par ailleurs passé en revue le processus des réformes structurantes qu'a connues le Maroc dans les divers domaines politique, constitutionnel, économique, social et démographique. Ces réformes, a-t-il dit, ont permis au Royaume de "construire un modèle phare de société dans la rive sud de la Méditerranée, d'où l'intérêt du rôle du conseil économique et social, en tant qu'instance consultative, dans la préservation de ces acquis".

M. Delevoye a de son côté exprimé son admiration pour les réformes "profondes et pertinentes" mises en œuvre au Maroc dans les différents domaines. Il a salué en outre les relations privilégiés entre le Conseil économique, social et environnemental français et le CES marocain et n'a pas manqué de souligner l'importance de la concertation, de l'échange d'informations entre les deux institutions et de leur rôle d'accompagnement des réformes.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries.

05/10/2012 **12:42**
Maroc-France-Economie-Coopération
Le président du CESE français "impressionné par le train de réformes" entreprises au Maroc sous la conduite de SM le Roi

Rabat, 05 oct. 2012 (MAP) - Le président du Conseil économique et social français (CESE), M. Jean Paul Delevoye, s'est dit "impressionné par le train de réformes", conduit par SM le Roi Mohammed VI, qui a "su apporter des éléments de pondération, de stabilisation et d'apaisement".

Ces réformes sont à même de faire émerger "un nouveau Maroc, capable de répondre aux exigences de la société moderne", a ajouté le président du CESE sur les ondes de Medi 1, se disant convaincu que le gouvernement marocain "va réussir à modifier en profondeur la société" marocaine.

A propos des relations de coopération maroco-française, M. Delevoye a souligné le besoin de renforcer les partenariats bilatéraux et réfléchir à de véritables projets de société.

Le CESE et le Conseil Economique et Social (CES) ont exprimé, jeudi, leur détermination à renforcer leur coopération en matière de sécurité alimentaire, des droits des femmes et de l'emploi des jeunes, au terme d'un entretien à Rabat entre MM. Delevoye et Chakib Benmoussa, président du CES.

04/10/2012 **18:49**
Maroc-France-Parlement-social
Entretien à Rabat de M. Ghellab avec le président du Conseil économique, social et environnemental français

Rabat, 04 oct. 2012 (MAP) - Le président de la Chambre des représentants, Karim Ghellab, s'est entretenu jeudi à Rabat avec le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye.

Les deux parties ont examiné les relations devant unir le Conseil économique et social et l'institution parlementaire, a indiqué M. Ghellab dans une déclaration à la MAP, au terme de cette entrevue.

La discussion par les députés des différentes questions en rapport avec la chose publique "gagneraient à être basées sur des données techniques émanant d'institutions constitutionnelles crédibles disposant d'une expertise et entretenant des liens avec les représentants de la société civile, des syndicats et des professionnels", a-t-il souligné, allusion faite au Conseil économique et social (CES).

Les rapports du CES peuvent servir de base "de grand intérêt" pour le débat politique à tous les niveaux et lors du processus de prise de décision, a ajouté M. Ghellab, qui a mis en avant la possibilité de tirer profit de l'expérience française en la matière.

04/10/2012 **14:50**
Maroc-France-économie-coopération
Le CES et son homologue français déterminés à renforcer leur coopération

Rabat, 04 oct. 2012 (MAP) - Le Conseil Economique et Social (CES) et le Conseil

économique, social et environnemental français sont déterminés à renforcer leur coopération, ont indiqué, jeudi à Rabat, leurs présidents.

"Il est nécessaire de renforcer davantage notre coopération, notamment en matière de sécurité alimentaire, des droits des femmes et de l'emploi des jeunes", a indiqué le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye à l'issue de ses entretiens avec le président du CES, Chakib Benmoussa.

"Nous allons renforcer la coopération entre nos structures à travers la participation aux séminaires et colloques intéressant les domaines de nos compétences", a déclaré, pour sa part, M. Benmoussa dans un point de presse conjoint.

M. Delevoye, qui conduit une délégation du conseil français, a loué les efforts du CES, une institution "extrêmement moderne qui aide les décideurs politiques à se poser les bonnes questions dans un contexte international marqué par une crise économique sévère".

Il s'est dit "admiratif et impressionné" par les actions du CES qui ont pour but d'éclairer les autorités politiques en vue de résoudre les problèmes posés.

Il a également loué la qualité du premier rapport annuel du CES, présenté vendredi dernier à SM le Roi Mohammed VI, et la pertinence des questions qu'il a traitées.

De son côté, M. Benmoussa a salué la qualité des relations entre les deux conseils qui ont signé, il y a quelques mois, une convention de coopération et procédé à des échanges de visites. "Nous avons convenu d'un programme d'actions qui traitent de thèmes d'intérêt commun", a-t-il précisé.

"Nous avons la conviction partagée que les conseils économiques et sociaux peuvent être un cadre qui contribuera au débat social, à l'échange de vues et au renforcement du dialogue social comme ils peuvent être une force de proposition", a-t-il affirmé.

Le CES abritera également la réunion du bureau de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires de la francophonie (UCESIF) et coprésidera les travaux du comité scientifique de l'Union en charge d'élaborer une charte sociale au niveau des pays de la francophonie.

03/10/2012 **12:44**

Maroc-France-économie-coopération

Le CES renforce sa coopération avec son homologue français et abrite la réunion du bureau de l'UCESIF

Rabat, 03 oct. 2012 (MAP) - Le président du Conseil économique et social (CES), Chakib Benmoussa se réunira, jeudi à Rabat, avec le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre le Maroc et la France.

Selon un communiqué du CES, cette rencontre sera consacrée à la mise au point du programme de coopération entre les deux institutions au titre de l'année 2013.

Le CES abritera également la réunion du bureau de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires de la francophonie (UCESIF) et coprésidera les travaux du comité scientifique de l'Union en charge d'élaborer une charte sociale au niveau des pays de la francophonie.

La délégation de l'UCESIF comprend des représentants de la France, du Mali, du Gabon, de Centrafrique, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, de la Grèce, de la Guinée et du Niger, ajoute le communiqué.

02/10/2012 **19:13**
Maroc-France-CES
Une délégation du CESE français attendue jeudi à Rabat

Rabat, 02 oct. 2012 (MAP) - Une délégation du Conseil économique, social et environnemental français, conduite par son président Jean Paul Delevoye, est attendue jeudi prochain à Rabat, dans le cadre du renforcement des relations entre le Maroc et la France.

Cette rencontre sera consacrée à la mise au point du programme de coopération entre les deux institutions au titre de l'année 2013, indique mardi un communiqué du Conseil économique et social marocain (CES).

Par ailleurs, le CES abritera la réunion du bureau de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires de la francophonie (UCESIF) et coprésidera les travaux du comité scientifique de l'UCESIF chargé de l'élaboration d'une charte sociale au niveau des pays de la francophonie.

Cette réunion verra la participation des présidents des CES francophones membres de l'UCESIF venant de France, du Mali, de Centrafrique, du Bénin, de Cô te d'Ivoire, de Grèce, de Guinée et du Niger.

II. Presse marocaine

Al Bayane du 04 octobre 2012

Projet de charte sociale des pays francophones

Le CESE français s'invite au Maroc

Jean-Paul Delevoye, président du CESE

Une délégation du Conseil économique, social et environnemental français, conduite par son président Jean Paul Delevoye, est attendue ce jeudi à Rabat, dans le cadre du renforcement des relations entre le Maroc et la France.

Cette rencontre sera consacrée à la mise au point du programme de coopération entre les deux institutions au titre de l'année 2013, indique un communiqué du Conseil économique et social marocain (CES).

Par ailleurs, le CES abritera la réunion du bureau de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires de la francophonie (UCESIF) et coprésidera les travaux du comité scientifique de l'UCESIF chargé de l'élaboration d'une charte sociale au niveau des pays de la francophonie.

Cette réunion verra la participation des présidents des CES francophones membres de l'UCESIF venant de France, du Mali, de Centrafrique, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de Grèce, de Guinée et du Niger.

Aujourd'hui le Maroc du vendredi 5 octobre 2012

Le CES s'allie à son homologue français

Le Conseil économique et social (CES) et le Conseil économique, social et environnemental français sont déterminés à renforcer leur coopération, ont indiqué, hier, à Rabat, leurs présidents. *«Il est nécessaire de renforcer davantage notre coopération, notamment en matière de sécurité alimentaire, des droits des femmes et de l'emploi des jeunes»*, a indiqué le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye, à l'issue de ses entretiens avec le président du CES, Chakib Benmoussa. *«Nous allons renforcer la coopération entre nos structures à travers la participation aux séminaires et colloques intéressant les domaines de nos compétences»*, a déclaré, pour sa part, M. Benmoussa dans un point de presse conjoint. M. Delevoye, qui conduit une délégation du Conseil français, a loué les efforts du CES, une institution *«extrêmement moderne qui aide les décideurs politiques à se poser les bonnes questions dans un contexte international marqué par une crise économique sévère»*. Il s'est dit *«admiratif et impressionné»* par les actions du CES qui ont pour but d'éclairer les autorités politiques en vue de résoudre les problèmes posés.

Le Matin du Sahara du 05 octobre 2012

FLASH INFOS... FLASH INFOS...

Le CES et son homologue français déterminés à renforcer leur coopération

Le Conseil économique et social (CES) et le Conseil économique, social et environnemental français sont déterminés à renforcer leur coopération, ont indiqué, jeudi à Rabat, leurs présidents. «Il est nécessaire de renforcer davantage notre coopération, notamment en matière de sécurité alimentaire, des droits des femmes et de l'emploi des jeunes», a indiqué le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye à l'issue de ses entretiens avec le président du CES, Chakib Benmoussa.

L'Economiste du vendredi 05 octobre 2012

Le CES français chez Benmoussa

• Un plan de coopération axée sur la parité des sexes et l'emploi

• Le rapport sur les conflits collectifs du travail péblicité

CHAKIB Benmoussa, président du Conseil économique et social (CES) multiplie les initiatives. Après l'UE, il a rencontré son homologue français, Jean Paul Delevoye, hier à Rabat.

A l'ordre du jour, la coopération entre les deux Conseils pour l'année 2013. Un programme sera axé sur des «thèmes d'intérêt commun» dont la sécurité alimentaire, l'emploi des jeunes et l'égalité entre homme et femme. D'ailleurs, le Conseil marocain qui prévoit de lancer un rapport sur la parité des sexes, avec un focus sur le volet économique, pourra profiter de l'expérience française dans ce domaine. Ainsi, des rencontres sont prévues entre les deux présidents sur des thématiques publiques. Et ce n'est pas tout, il est aussi question de coordonner leurs actions à l'échelle européenne puisque le Maroc coprésidera les travaux du Comité scientifique de l'Union des CES et Institutions similaires de la francophonie. «Les deux conseils seront donc un lieu de débat sur des questions de sociétés qui préoccupent chacun des deux pays et une force de proposition par rapport à l'ensemble des thématiques», a souligné Chakib Benmoussa, à l'issue de l'entretien avec son homologue français. «Le CES est conscient de tous ces défis qui s'imposent dans un contexte économique international marqué par la crise», a-t-il ajouté.

Dans ce cadre, Jean Paul Delevoye a mis en exergue l'importance des réformes entreprises par le Maroc pour faire face à la crise et la priorité qu'accorde le CES marocain aux sujets socio-économiques. Ainsi, il a félicité le Conseil marocain pour ses travaux, en l'occurrence le rapport publié récemment sur les conflits collectifs de travail qui pèsent lourd sur l'économie nationale (Voir notre édition de jeudi 4 octobre 2012). «Les remarques relevées dans le rapport ainsi que les propositions formulées sont très pertinentes et reflètent parfaitement la volonté du Conseil marocain de prendre part aux questions relatives à l'emploi». Selon lui, les conflits de travail constituent une problématique commune aux deux pays puisqu'elle fait l'objet d'un rapport annuel en France.❑

H. B.

• Accor Maroc, distingué

Accor Maroc s'est vu remettre le Trophée de la diversité 2012 dans la catégorie «Recrutement et intégration des catégories défavorisées», à l'occasion des 8e rencontres internationales de la diversité.

Cette récompense vient suite à la mise en place d'un centre de formation par apprentissage (CFA) depuis 2006. Ce centre, mis en place en partenariat avec la Coopération Allemande GTZ et le Département de la Formation professionnelle, a pour vocation de former des jeunes en échec scolaire.

• Careers in Morocco à Montréal

L'édition 2012 du Forum des compétences marocaines en Amérique du Nord, Careers in Morocco, s'ouvre le 10 novembre à Montréal.

Quelque 1.500 compétences marocaines sont attendues pour ce forum auquel participe une quinzaine de sociétés et d'organismes nationaux.

L'Opinion du 6-7 octobre 2012

Maroc - France

Les présidents des CES déterminés à renforcer leur coopération

Le Conseil Economique et Social (CES) et le Conseil économique, social et environnemental français sont déterminés à renforcer leur coopération, ont indiqué, jeudi à Rabat, leurs présidents.

"Il est nécessaire de renforcer davantage notre coopération, notamment en matière de sécurité alimentaire, des droits des femmes et de l'emploi des jeunes", a indiqué le président du Conseil économique, social et environnemental français, Jean Paul Delevoye à l'issue de ses entretiens avec le président du CES, Chakib Benmoussa.

"Nous allons renforcer la coopération entre nos structures à travers la participation aux séminaires et colloques intéressant les domaines de nos compétences", a déclaré, pour sa part, M. Benmoussa dans un point de presse conjoint.

M. Delevoye, qui conduit une délégation du conseil français, a loué les efforts du CES, une institution "extrêmement moderne qui aide les décideurs politiques à se poser les bonnes questions dans un contexte international marqué par une crise économique sévère".

Il s'est dit "admiratif et impressionné" par les actions du CES qui ont pour but d'éclairer les autorités politiques en vue de résoudre les problèmes posés.

Il a également loué la qualité du premier rapport annuel du CES, présenté vendredi dernier à SM le Roi Mohammed VI, et la pertinence des questions qu'il a traitées.

De son côté, M. Benmoussa a salué la qualité des relations entre les deux conseils qui ont signé, il y a quelques mois, une convention de coopération et procédé à des échanges de visites. "Nous avons convenu d'un programme d'actions qui traitent de thèmes d'intérêt commun", a-t-il précisé.

"Nous avons la conviction partagée que les conseils économiques et sociaux peuvent être un cadre qui contribuera au débat social, à l'échange de vues et au renforcement du dialogue social comme ils peuvent être une force de proposition", a-t-il affirmé.

Le CES abritera également la réunion du bureau de l'Union des conseils économiques et sociaux et institutions similaires de la francophonie (UCESIF) et coprésidera les travaux du comité scientifique de l'Union en charge d'élaborer une charte sociale au niveau des pays de la francophonie.

III. Transcripts d'interviews

Interview à la radio Medi1 le 05 octobre 2012

Q- Jean-Paul Delevoye, vous êtes le Président du CESE. Vous venez de participer à une rencontre avec votre homologue marocain, Chakib Benmoussa et toute son équipe. Un CES, c'est un lieu, c'est une assemblée consultative de dialogue social entre différents acteurs, dont le rôle est de proposer des pistes de réflexion aux décideurs politiques concernant le développement économique et la cohésion sociale. M. Delevoye, vous étiez venu au Maroc il y a un peu plus d'un an, quelques semaines après la création du CES marocain à l'initiative de Mohammed VI. A l'époque vous aviez souhaité lancer avec vos collègues marocains un partenariat. Où en est aujourd'hui ce programme de coopération lancé entre les deux conseils ?

R- Effectivement, quelques semaines après l'installation du nouveau CES au Maroc, voulu par sa Majesté, j'avais voulu, avec M. Benmoussa, mettre en place un partenariat qui avait surtout pour vocation de rendre plus efficace nos institutions. Rapidement, un échange d'experts a eu lieu et une délégation du CES marocain s'est rendue à Paris. Mais aujourd'hui, nous avons décidé de franchir un cadre supplémentaire compte-tenu du crédit qu'a obtenu rapidement l'institution marocaine, la remise du rapport à sa Majesté, la pertinence des questions qui étaient posées. Nous avons mis en avant cette très grande convergence avec le CESE français et aussi l'importance des sujets politiques qu'il convenait d'aborder.

Q- Quels sont les thèmes qui constituent aujourd'hui des sujets majeurs de réflexion commune entre les deux pays ?

Je suis de ceux qui pensent que nous ne sommes pas en crise mais en métamorphose. Aujourd'hui, il est donc essentiel d'avoir, pour nos décideurs politiques, une capacité de prospective. Il faut faire en sorte que le CESE se pose les questions qui doivent être abordées pour mieux préparer ce qui va se passer dans cinq, dix ou quinze ans car très souvent nous sommes confrontés à des décisions de court terme, sans avoir une capacité de vision à moyen et à long terme. La seconde c'est que les changements sont souvent aujourd'hui source de résistance, de conflit, de peur. Voila tout le débat entre les conservateurs et les modernes, alors que le dialogue est un facteur essentiel pour rassembler les partis à priori d'intérêts contradictoires pour mieux accompagner le changement. Il y a des CES qui sont des lieux indépendants, neutres, par définition des lieux de dialogue absolument nécessaires dans des sociétés traumatisées ou écartelées par des intérêts diverses. Et puis enfin, il faut réfléchir à l'expression des citoyens. Dans l'ensemble des pays du monde les citoyens veulent aujourd'hui être des coproducteurs du futur, être mieux associés à l'élaboration de leur avenir, ne pas le subir mais en être l'acteur. Le fait de pouvoir recevoir l'expression citoyenne dans des instances neutres permettra peut-être d'éviter des expressions beaucoup plus violentes

Q- Plus précisément, quels sont les sujets convergents de réflexion entre la France et le Maroc ?

R- On voit bien que tous les sujets politiques dans le sens noble du terme, sont conflictuels. Comment concilier au Maroc par exemple la compensation et le déficit budgétaire. En France, nous avons le même souci sur la croissance et la dette, la précarité énergétique, la précarité alimentaire, l'accès à l'eau, à la santé. Nous avons le même sujet de voir les classes moyennes

préoccupées, un développement des inégalités, et une classe précaire qui se sent un peu sans espoir. Ce sont des sujets très compliqués.
Le deuxième sujet, qui est majeur au sein de l'Europe, et aussi pour la société marocaine, c'est le chômage des jeunes. On voit bien que si le travail est un facteur de socialisation et de cohésion sociale, l'absence de travail peut mettre à mal cette cohésion sociale et peut créer des ruptures de cohésion sociale. C'est un des sujets sur lequel ont travaillé nos deux conseils économiques et social.

Q- Durant cette rencontre à rabat vous avez eu l'occasion de croiser votre expertise avec celle de vos collègues marocains. Quelle vision avez-vous aujourd'hui de la situation économique et sociale au Maroc ?

R- Evidemment nous sommes tous très attentifs à la situation des uns et des autres dans cette crise mondiale, ou plutôt cette métamorphose mondiale. Je suis en même temps impressionné par le train de réformes mis en place par le gouvernement, et nous sommes sûrs que le gouvernement va réussir à modifier en profondeur la société et pouvoir adopter un Maroc nouveau capable de répondre aux exigences de la société moderne. Nous sommes aussi très impressionnés par la capacité de sa Majesté d'avoir su apporter des éléments de pondération, de stabilisation et d'apaisement dans des opinions un peu désorientées, tel que l'on a vu notamment pendant le Printemps arabe. Nous avons absolument besoin de renforcer nos partenariats parce qu'il y a aujourd'hui, au-delàs de la crise monétaire et financière, ce sont des véritables projets de société sur lesquels nous devons réfléchir./.